

RCS : LILLE METROPOLE

Code greffe : 5910

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LILLE METROPOLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2009 B 00041

Numéro SIREN : 969 201 532

Nom ou dénomination : Ceetrus France

Ce dépôt a été enregistré le 27/07/2022 sous le numéro de dépôt 19988



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex



PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92200 Neuilly-sur-Seine

225019988

Ceetrus France S.A.S.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021
Ceetrus France S.A.S.

243-245 rue Jean Jaurès - 59650 VILLENEUVE D'ASCQ

KPMG SA
société française membre du réseau
KPMG constitué de cabinets
indépendants adhérents de KPMG
International Limited, une société de droit
anglais. (" private company limited by
guarantee ").

SA
Société de commissariat aux comptes
Siège social : Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
775726417 RCS NANTERRE

PricewaterhouseCoopers Audit SAS
Société de commissariat aux comptes
Siège social : 63, rue de Villiers 92208
Neuilly-sur-Seine Cedex Siret 672 006 483
00362. Code APE 6920 Z.RCS Nanterre 672
006 483



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex



PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92200 Neuilly-sur-Seine

Ceetrus France SAS

243-245 rue Jean Jaurès 59650 VILLENEUVE D'ASCQ

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

À la collectivité des associés de la société Ceetrus France S.A.S.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la collectivité des associés, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Ceetrus France S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.



Ceetrus France S.A.S.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

31 décembre 2021

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les notes de l'annexe exposent notamment les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation et à l'évaluation des immobilisations incorporelles, corporelles et des participations et autres titres immobilisés. S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, votre société est conduite à formuler des hypothèses et à s'appuyer notamment sur des procédures mises en œuvre par des évaluateurs immobiliers indépendants. Nos travaux ont consisté à vérifier le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et s'assurer de leur correcte application, à apprécier les valeurs de marché des actifs immobiliers déterminées par les évaluateurs immobiliers indépendants et à vérifier que les notes de l'annexe fournissent une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

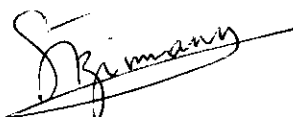
Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 15 juin 2022

KPMG SA



Sandie Tzinmann

Associée

Neuilly-sur-Seine, le 15 juin 2022

PricewaterhouseCoopers Audit



Jean-Baptiste Deschryver

Associé

COMPTES ANNUELS
Société : CEETRUS FRANCE SAS
Forme juridique : Société anonyme
Siège social : 243-245 Rue Jean Jaurès 59650 VILLENEUVE D'ASCQ
Date de clôture : 31/12/2021

COMPTES ANNUELS.....	1
Bilan actif.....	4
Bilan passif.....	5
Compte de résultat.....	6
Compte de résultat (suite)	7
ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS.....	8
DESCRIPTION SYNTHETIQUE DE LA SOCIETE.....	9
FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE	9
Règles et méthodes comptables	10
Immobilisations corporelles	10
Dépréciations des immobilisations corporelles	11
Immobilisations incorporelles	11
Dépréciations des immobilisations incorporelles	11
Participations et autres titres immobilisés.....	11
Créances et dettes.....	12
Provisions pour risques et charges.....	12
Provisions pour litiges	12
Chiffre d'affaires.....	12
Notion de résultat courant et de résultat exceptionnel	12
Impôt sur les bénéfices	12
COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN.....	13
Immobilisations	14
Amortissements	15
Provisions	16
Créances et dettes.....	17
Variation des capitaux propres	18
Nombre et valeur nominale des composants du capital social	18
Filiales et participations.....	19
Disponibilités	19
Charges à payer	20
Produits à recevoir	20
Ventilation du chiffre d'affaires.....	20
Détail de certains postes	21
Impôt sur les bénéfices	21
Fiscalité différée	22
Rémunérations allouées aux membres des organes de direction	22
Rémunérations allouées au co-commissariat aux comptes.....	22
Engagements hors bilan	23

Faits exceptionnels et litiges 23
Identité de la société consolidante 23

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	15 474		15 474	15 474
Fonds commercial	20 806 789	17 806 550	3 000 239	3 080 322
Autres immobilisations incorporelles	64 260 435	538 850	63 721 586	66 194 814
Avances sur immobilisations				
TOTAL immobilisations incorporelles	85 082 698	18 345 400	66 737 299	69 290 610
Terrains	372 671 370	64 714 593	307 956 777	303 721 005
Constructions	1 495 326 928	999 112 992	496 213 937	474 404 566
Installations techniques, matériel	2 428 432	1 938 929	489 504	427 886
Autres immobilisations corporelles	4 560 816	3 493 003	1 067 813	1 158 566
Immobilisations en cours	63 047 743		63 047 743	139 124 213
Avances et acomptes	605 068		605 068	397 215
TOTAL immobilisations corporelles	1 938 640 357	1 069 259 516	869 380 842	919 233 451
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations	262 430 719	95 057 017	167 373 703	195 382 030
Créances rattachées à des participations	34 973 400		34 973 400	34 973 400
Autres titres immobilisés				
Prêts	32 500	32 500	0	
Autres immobilisations financières	396 479		396 479	396 479
TOTAL immobilisations financières	297 833 098	95 089 517	202 743 582	230 751 909
Total Actif immobilisé (II)	2 321 556 153	1 182 694 431	1 138 861 722	1 219 275 970
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
TOTAL Stock	0	0	0	0
Avances et acomptes versés sur commandes	58 210 992	1 274 834	56 936 158	55 361 244
Clients et comptes rattachés	132 162 622	40 950 686	91 211 936	72 065 952
Autres créances	185 589 255	1 474 612	184 114 643	128 156 109
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	317 751 877	42 425 298	275 326 579	200 222 061
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres:)				
Disponibilités	6 491 280		6 491 280	2 120 776
TOTAL Disponibilités	6 491 280	0	6 491 280	2 120 776
Charges constatées d'avance	996 066		996 066	998 051
TOTAL Actif circulant (III)	383 450 214	43 700 131	339 750 083	258 702 132
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)				
Écarts de conversion actif (V)				
Total Général (I à VI)	2 705 006 368	1 226 394 563	1 478 611 805	1 477 978 103

Bilan passif

BILAN-PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel (dont versé : 262 722 860,00)	262 722 860	262 221 160
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	91 573 357	88 898 293
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	26 432 980	26 432 980
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont réserve des prov. fluctuation des cours :)		
Autres réserves (dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :)	95 072 930	95 036 481
TOTAL Réserves	121 505 910	121 469 461
Report à nouveau		
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	40 935 636	18 916 372
Subventions d'investissement	22 320	22 320
Provisions réglementées	25 673 017	22 923 423
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	542 433 100	514 451 030
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		
Provisions pour risques	19 149 614	19 952 971
Provisions pour charges		5 217
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	19 149 614	19 958 188
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	602 786 244	605 584 471
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs :)	73 918 256	111 886 758
TOTAL Dettes financières	676 704 500	717 471 228
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	12 569 526	7 695 301
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	63 567 330	53 065 568
Dettes fiscales et sociales	19 029 371	18 122 704
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	79 443 309	76 445 379
Autres dettes	37 111 039	26 702 911
TOTAL Dettes d'exploitation	211 720 575	182 031 863
Produits constatés d'avance	28 604 015	44 065 794
TOTAL DETTES (IV)	917 029 090	943 568 885
Ecarts de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	1 478 611 805	1 477 978 103

Compte de résultat

Compte de résultat	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises				
Production vendue biens				
Production vendue services	288 106 109		288 106 109	272 415 758
Chiffres d'affaires nets	288 106 109		288 106 109	272 415 758
Production stockée			0	
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			6 050 244	7 212 426
Autres produits			55 209	2 422 701
Total des produits d'exploitation (I)			294 211 562	282 050 885
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			111 911 874	71 823 186
Impôts, taxes et versements assimilés			20 328 178	19 992 281
Salaires et traitements				17 362 992
Charges sociales			14 586	8 188 538
	sur	Dotations aux amortissements	51 766 538	62 430 692
Dotations d'exploitation	immobilisations	Dotations aux provisions	23 441 523	10 533 229
	Sur actif circulant : dotations aux provisions		10 714 234	18 359 919
	Pour risques et charges : dotations aux provisions		1 653 739	67 515
Autres charges			3 289 094	8 268 729
Total des charges d'exploitation (II)			223 119 766	217 027 080
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			71 091 796	65 023 805
Bénéfice attribué ou perte transférée			2 440 302	3 176 109
Perte supportée ou bénéfice transféré			9 474 568	2 012 303
Produits financiers de participations				4 419 640
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			2 293 533	2 091 643
Reprises sur provisions et transferts de charges			567 868	
Différences positives de change			3 631	49
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers (V)			2 865 032	6 511 332
Dotations financières aux amortissements et provisions			4 437 293	14 288 046
Intérêts et charges assimilées			15 119 202	15 297 339
Différences négatives de change				108
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des charges financières (VI)			19 556 495	29 585 493
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)			-16 691 463	-23 074 161
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)			47 366 068	43 113 450

Compte de résultat (suite)

Compte de résultat (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	9 000	173 985
Produits exceptionnels sur opérations en capital	59 683 983	29 690 436
Reprises sur provisions et transferts de charges	2 478 128	1 181 980
Total des produits exceptionnels (VI)	62 171 111	31 046 400
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	232 691	1 101 314
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	46 813 711	29 652 014
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	4 737 200	6 744 608
Total des charges exceptionnelles (VII)	51 783 602	37 497 936
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	10 387 509	-6 451 536
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		156 923
Impôts sur les bénéfices	16 817 940	17 588 619
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VI)	361 688 007	322 784 728
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	320 752 370	303 868 354
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	40 935 636	18 916 372

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS
Société : CEETRUS FRANCE SAS

DESCRIPTION SYNTHETIQUE DE LA SOCIETE

CEETRUS FRANCE SAS est une Société par actions simplifiée dont le siège social est à VILLENEUVE D'ASCQ (Nord).

La société est filiale indirecte de ELO SA.

L'activité principale est la gestion d'un patrimoine de lots commerciaux constitués par des galeries marchandes et moyennes surfaces extérieures de centres commerciaux.

Au 31 décembre 2021, la société exerce son activité essentiellement sur 73 sites en propriété, copropriété ou en location représentant environ 533 582 m² de galeries marchandes, 1 271 127 m² de parc d'activité.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Évènements principaux de l'exercice :

Les évènements liés à la crise sanitaire générée par l'épidémie de Covid-19 ont impacté l'économie européenne et mondiale sur l'exercice 2021.

Au niveau de la société CEETRUS FRANCE, ces évènements ont eu un impact significatif sur le montant des loyers perçus, la qualité de crédit des locataires.

La fermeture des commerces sur les sites Ceetrus France du 01/02/2021 au 19/05/2021 a engendré des aménagements de loyers pour un montant de 17 638 727 €.

Evènements postérieurs à la clôture :

Le conflit Ukrainien a débuté fin février 2022, nous n'avons pas constaté d'impact significatif, nous resterons attentif à l'évolution du Chiffre d'affaires en 2022.

Les informations ci-après constituent l'annexe au Bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2021 dont le total est 1 478 611 805 EUR et le résultat s'élève à 40 935 636 EUR.

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis et présentés conformément aux principes et méthodes définis par le règlement ANC n°2014-03 modifié relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

La méthode d'évaluation appliquée aux disponibilités est la valeur nominale.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, à l'exception des biens reçus en apport au 1er janvier 1997.

Les frais d'acquisition ainsi que les coûts d'emprunts sont comptabilisés en charges.

Les éléments principaux d'une immobilisation corporelle (ci-après « composant ») sont comptabilisés séparément lorsque leur durée d'utilité estimée est significativement différente. Un plan d'amortissement propre à chaque composant est appliqué en fonction du taux ou du mode d'amortissement qui lui sont spécifiques.

Les coûts d'entretien et de réparation sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les dépenses ultérieures relatives au remplacement ou au renouvellement d'un composant sont comptabilisées comme un actif distinct venant en remplacement de l'actif renouvelé.

Les immobilisations sont amorties à partir de la date de mise en service du bien sur leur durée d'utilité avec une valeur résiduelle nulle.

Les amortissements sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de leur durée d'usage :

Constructions (gros œuvre)*	Linéaire	30 ans
Etanchéité toitures, Assainissements et revêtements de sols	Linéaire	20 ans
Installations techniques matériels et outillages	Linéaire	3 ans à 8 ans
Installations et agencements**	Linéaire	6 ans 2/3 à 8 ans
Autres immobilisations	Linéaire	3 ans à 5 ans

*A l'exception des biens apportés en 1997 qui ont conservé une durée de 20 ans à compter de 1997.

****Les agencements provenant des apports de 1997 restent amortis sur 20 ans.**

Lorsque le bien amortissable est susceptible d'ouvrir droit au régime fiscal de l'amortissement dégressif et/ou lorsque les durées d'usage pratiquées dans la profession sont inférieures aux durées d'utilité, la société constate des amortissements dérogatoires.

Les galeries marchandes, les parcs d'activités et les réserves foncières sont des immeubles de placements. Les durées d'utilité sont maintenues.

Dépréciations des immobilisations corporelles

Les sites (galeries et parcs d'activités commerciales) font l'objet d'évaluations en fin d'exercice réalisées par des évaluateurs immobiliers indépendants sur l'ensemble du patrimoine (sauf acquisitions de l'exercice) selon la méthode des flux futurs de trésorerie (méthode DCF) à 10 ans. Les réserves foncières font aussi l'objet d'une évaluation par les évaluateurs immobiliers indépendants (sauf acquisitions de l'exercice) qui appliquent la méthode des comparables ou la méthode du bilan promoteur en fonction des projets de développement en cours.

En cas d'indice de perte de valeur, constitué lorsque la VNC est supérieure à la juste valeur hors droits ainsi déterminée, une dépréciation est comptabilisée pour ramener la valeur d'actif à cette juste valeur hors droits.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont activées pour leur coût d'acquisition ou valeur d'apport.

Logiciels

Les logiciels informatiques acquis et les logiciels développés en interne sont immobilisés et amortis sur leur durée d'utilité estimée à 3 ans. Par exception, sont amortis sur 5 ans, les logiciels type ERP, très structurants pour le métier et dont l'architecture fonctionnelle et technique a une durée probable d'utilité plus longue.

Dépréciations des immobilisations incorporelles

Conformément à l'article 214-15 du PCG, la société réalise des tests de dépréciation dès qu'il existe un indice de perte de valeur. Lorsque la valeur nette comptable de l'actif excède sa valeur recouvrable, une dépréciation est comptabilisée en charges.

Pour les fonds commerciaux dont la durée d'utilisation est non limitée, ce test de dépréciation est réalisé au moins une fois par exercice qu'il existe ou non un indice de perte de valeur. Le mali technique résiduel affecté au fonds commercial suit les règles de dépréciation applicables aux fonds commerciaux. S'il fait l'objet d'une dépréciation, aucune reprise de dépréciation n'est possible.

Participations et autres titres immobilisés

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'entrée. Lorsque la valeur d'inventaire d'une participation est inférieure à son coût, une dépréciation est comptabilisée.

La valeur d'inventaire d'une participation correspond à sa valeur d'utilité pour la société, laquelle est déterminée par référence à la quote-part des capitaux propres détenue, à l'actif net comptable corrigé, à sa valeur de rendement et aux perspectives de rentabilité.

Jusqu'au 31/12/2006, les frais d'acquisition des titres étaient comptabilisés en charges. A compter du 1^{er} janvier 2007, ceux-ci sont incorporés au prix de revient des titres de participation et font l'objet d'un amortissement dérogatoire sur 5 ans. Ce changement d'option comptable, autorisé par l'avis n° 2007-C du Comité d'Urgence du 15 juin 2007, a été appliqué de façon prospective.

Les autres immobilisations financières figurent au bilan à leur coût. Le cas échéant, des dépréciations sont constituées lorsque leur valeur d'utilité devient inférieure au coût.

Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances qui présentent des risques de non-recouvrement font l'objet d'une dépréciation.

Provisions pour risques et charges

Une provision pour risques et charges est comptabilisée lorsque la société a une obligation juridique ou implicite à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière suffisamment fiable et dont il est probable que l'extinction se traduira par une sortie de ressources.

Provisions pour litiges

Les provisions pour litiges sont constituées dans le respect des principes comptables. Les risques sont évalués sur la base des demandes reçues des tiers et des actions en défense de la société.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires comprend les produits locatifs, les charges locatives et les ventes de services aux clients.

Notion de résultat courant et de résultat exceptionnel

Tous les éléments exceptionnels par leur fréquence et leur montant, se rattachant aux activités ordinaires, sont comptabilisés en résultat exceptionnel.

Impôt sur les bénéfices

La société est intégrée fiscalement. La société mère (*Elo SA*), en tant que seule redevable de l'impôt, comptabilise la dette d'impôt vis-à-vis du Trésor Public. Les filiales membres de l'intégration fiscale déterminent et comptabilisent leur charge d'impôt comme si elles étaient imposées séparément, et inscrivent en compte courant leur dette d'impôt envers la société mère.

Les économies d'impôt provenant des sociétés déficitaires sont constatées en résultat par la société tête de groupe de l'intégration fiscale (*Elo SA*).

COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN
Société : CEETRUS FRANCE SAS

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice		Augmentations	
				Réévaluation	Acqu. et apports
	Frais d'établissement et de développement (I)				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		87 839 758		18 434
	Terrains		362 128 187		14 484 050
	Constructions		735 250 044		54 722 146
	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions		682 939 716		32 025 748
	Installations techniques, matériel et outillage industriels		2 215 885		212 547
	Autres immobilisations corporelles		3 400 603		1 160 213
	Installations générales, agencements, aménagements divers				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau et mobilier informatique				
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations corporelles en cours		139 124 213		36 383 369
	Avances et acomptes		397 215		207 853
	TOTAL (III)		1 925 455 862		139 195 928
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations		321 543 022		2 100 000
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières		428 979		0
	TOTAL (IV)		321 972 001		2 100 000
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		2 335 267 621		141 314 360
Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation Valeur d'origine
		Virement	Cession		
	Frais d'établissement et de développement (I)				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		2 775 495	85 082 698	
	Terrains		3 940 866	372 671 370	
	Constructions		3 329 187	786 643 003	
	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions		6 281 538	708 683 925	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels			2 428 432	
	Autres immobilisations corporelles			4 560 816	
	Installations générales, agencements, aménagements divers				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau et mobilier informatique				
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations corporelles en cours	112 459 839		63 047 743	
	Avances et acomptes			605 068	
	TOTAL (III)	112 459 839	13 551 592	1 938 640 358	
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations		26 238 903	297 404 119	
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières			428 979	
	TOTAL (IV)		26 238 903	297 833 098	
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	112 459 839	42 565 990	2 321 566 153	

Amortissements

Cadre A SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE							
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice		
Frais d'établissement et de développement (I)							
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		18 549 149	128 588	332 338	18 345 400		
Terrains							
	Sur sol propre	413 653 486	20 451 670	3 210 859	430 894 296		
Constructions	Sur sol d'autrui						
	Installations générales, agencements	529 528 606	32 640 847	5 692 096	556 477 358		
Installations techniques, matériels et outillages		1 787 999	150 930		1 938 929		
	Installations générales, agencements divers						
Autres immobilisations corporelles	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	2 242 036	1 265 115	14 149	3 493 003		
	Emballages récupérables et divers						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)		947 212 126	64 508 582	8 917 104	992 803 585		
TOTAL GENERAL (I + II + III)		965 761 276	64 637 150	9 249 442	1 011 148 985		
Cadre B VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionne	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionne	
Frais étab							
Autres							
Terrains							
Constructions :							
	sol propre						
	sol autrui						
	install.						
Autres immobilisations :							
	Inst. techn.						
	Inst gén.						
	M. Transport						
	Mat bureau.						
	Emball.						
CORPO.							
Acquis. de titres							
TOTAL							
Cadre C Charges réparties sur plusieurs exercices							
		Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice		
Frais d'émission d'emprunt à étaier							
Primes de remboursement des obligations							

Provisions

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers				
Provisions investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	22 923 423	2 770 626	21 033	25 673 017
- Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992				
Provisions implantation étranger après 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)	22 923 423	2 770 626	21 033	25 673 017
Provisions pour litige	1 765 069	1 653 739		3 418 808
Provisions pour garantie		284 929		284 929
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien				
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer	5 217	0	5 217	
Autres provisions pour risques et charges	18 187 902	0	2 742 024	15 445 878
TOTAL (II)	19 958 188	1 938 668	2 747 241	19 149 614
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles	59 010 283	23 441 523	5 995 875	76 455 931
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation	91 187 592	4 437 293	567 868	95 057 017
Provisions sur autres immos financières	32 500	0		32 500
Provisions sur stocks				
Provisions sur comptes clients	30 236 452	10 714 234		40 950 686
Autres provisions pour dépréciations	2 749 446	0		2 749 446
TOTAL (III)	183 216 272	38 593 049	6 563 744	215 245 576
TOTAL GENERAL (I + II + III)	226 097 883	43 302 343	9 332 018	260 068 209
Dont dotations et reprises d'exploitation		35 809 495	5 995 875	
Dont dotations et reprises financières		4 437 293	567 868	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		2 770 626	2 478 128	
dépréciations des titres mis en équivalence				

Créances et dettes

Cadre A		Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an	
Créances rattachées à des participations			34 973 400	0	34 973 400	
Prêts			32 500	32 500		
Autres immobilisations financières			396 479	396 479		
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE			35 402 379	428 979	34 973 400	
Clients douteux ou litigieux						
Autres créances clients clients			132 162 622	132 162 622		
Créances représentatives de titres prêtés		Prov pour dep ant constitués				
Personnel et comptes rattachés			0	0		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			400	400		
Impôts sur les bénéfices						
Etat et autres		Taxe sur la valeur ajoutée	12 830 602	12 830 602		
collectivités publiques		Autres impôts	0	0		
		Etat - divers	5 239	5 239		
Groupes et associés			164 195 053	164 195 053		
Débiteurs divers			20 148 347	20 148 347		
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT			329 342 263	329 342 263	0	
Charges constatées d'avance			996 066	996 066		
TOTAL DES CREANCES			385 740 707	330 767 307	34 973 400	
Prêts accordés en cours d'exercice						
Remboursements obtenus en cours d'exercice						
Prêts et avances consentis aux associés						
Cadre B		Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles			0	0		
Autres emprunts obligataires						
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine			8 786 244	8 786 244		
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine			594 000 000	0	294 000 000	300 000 000
Emprunts et dettes financières divers			43 282 909	10 675 761	11 121 109	21 486 039
Fournisseurs et comptes rattachés			63 567 330	63 567 330		
Personnel et comptes rattachés			0	0		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			0	0		
Impôts sur les bénéfices						
Etat et autres		Taxe sur la valeur ajoutée	16 247 755	16 247 755		
collectivités publiques		Obligations cautionnées				
		Autres impôts	2 781 616	2 781 616		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			79 443 309	79 443 309		
Groupes et associés			30 635 347	30 635 347		
Autres dettes			49 680 566	49 680 566		
Dettes représentatives de titres empruntés						
Produits constatés d'avance			28 604 015	28 604 015		
TOTAL DES DETTES			917 029 090	290 421 942	305 121 109	321 486 039
Emprunts souscrits en cours d'exercice				Emprunts auprès des associés personnes physiques		
Emprunts remboursés en cours d'exercice						

Les charges constatées d'avance sont essentiellement constituées de loyers.

Les produits constatés d'avance sont constitués du montant des droits d'entrées perçus étalés sur 10 ans (durée du bail).

Variation des capitaux propres

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	262 221 160	501 700					262 722 860
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	88 898 293	2 675 064					91 573 357
Ecart de réévaluation							
Réserve légale	26 432 980						26 432 980
Réserves statutaires ou contractuelles							
Réserves réglementées							
Autres réserves	95 036 481	36 449					95 072 930
Report à nouveau							
Résultat de l'exercice	18 916 372	40 935 636	18 916 372				40 935 636
Subventions d'investissement	22 320						22 320
Provisions réglementées	22 923 423	2 749 594					25 673 017
TOTAL CAPITAUX PROPRES	514 451 029	46 898 443	18 916 372	0	0	0	542 433 100

Nombre et valeur nominale des composants du capital social

	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 31/12/2021	Valeur nominale
Actions ordinaires	13 111 058	25 085		13 136 143	20
Total	13 111 058	25 085	0	13 136 143	

Filiales et participations

Certaines sociétés ne figurent pas dans la liste ci-après en raison de leurs caractères confidentiels.

Nom de la société	Num Oracle	Capital	%	Réserves et primes	report à nouveau	Valeur comptable brute des titres	Valeur comptable nette des titres	Prêts et avances	Chiffre d'affaires	Dividendes encaissés	Résultat comptable du dernier exercice
Détenues à plus de 50%											
AUX NOUVELLES BOUTIQUES SASU	FRG323A	9 848	100,00%	2 882	-478	14 421	14 421	0	2 227	0	-1 716
CITANIA SASU	FRG363A	8 550	100,00%	75	-196	8 550	8 098	0	-11	0	37
QUAI DES LYS	FRG448A	1 000	99,99%	0	0	1	0	0	2 078	0	170
DES FRAS FONDS SCI	FRG384A	5 786	58,00%	1 894	0	5 239	5 239	0	3 303	0	1 471
DU PETIT MENIN SCI	FRG359A	10	100,00%	0	0	43 981	43 981	0	10 163	0	-2 205
DURMO SCI	FRG357A	13 674	100,00%	0	-11 197	12 828	1 831	0	8	0	-5
FONCIERE DU CHATEAU ROUGE SCI	FR9998A	31	99,93%	728	0	558	558	0	0	0	0
GRAND FONTENAY SCI	FRG443A	7 907	62,12%	55 327	-525	49 115	36 001	0	8 028	0	-4 494
IMMERLAY SCI	FRG413A	1	68,00%	0	0	1	1	0	58	0	-4 229
IMMOCHAN AMENAGEMENT SASU	FRG407A	5 040	100,00%	287	-25	5 040	5 040	0	22	0	-6
IMMOFC MONTVILLERS SCCV	FRG441A	1	99,99%	0	0	4 716	4 716	0	2 715	0	-1 007
IMMOPROXI SASU	FRG326A	6 040	100,00%	911	-4 399	6 039	3 083	0	684	0	522
LA CROIX AUX OISEAUX SCI	FRG378A	1 505	100,00%	0	0	1 505	1 505	0	0	0	-24
LA PAZ SNC	FRG355A	23 101	99,00%	0	-24 699	2 301	-115	0	133	0	83
LA PAZ II SASU	FRG375A	364	100,00%	0	-548	721	0	0	0	0	-440
LES RIVES DE L'AUDOMAROIS SCI	FRG436A	8 763	58,00%	0	0	5 082	5 082	0	993	0	302
LES SAISONS DE MEAUX SASU	FRG412A	32 037	100,00%	0	-71 122	32 037	0	68 000	4 980	0	-9 949
MARRELMMO SNC	FRG133A	35 326	100,00%	380	-10 741	35 722	24 715	0	187	0	-249
MAS COSTE SNC	FRG354A	18 601	100,00%	0	-15 489	16 600	0	14 800	0	0	-6 777
STRATANM SASU	FRG364A	50	100,00%	156	-20	50	50	0	0	0	-1
CEETRUS PAGANOR SAS		10 000	100,00%	1	713	10	0	0	151	0	-3 386
Détenues à moins de 50%											
SIMMOFA SCI	FRG398A	5	50,00%	0	0	3	3	0	101	0	46
AGC SCI	AGC	29 751	10,00%	12 496	-39 827	4 375	55	6 608	1 276	0	1 951
BAGGERSEE QUEST SCI	FRG328A	2 462	49,35%	15	0	8 461	8 461	0	2 414	0	2 052
FLANDRE TRIEZ SARL	FRG387A	1	49,91%	0	0	0	0	0	0	0	0
GALERIE DE BEZIERS SCI	FRG372A	12	35,00%	0	0	4	4	0	2 631	0	1 782
IMMOCENTER	FRG442A	554	40,00%	0	-197	2 604	2 604	0	12 369	0	722
LA GARENNE SNC	FRG371A	8	50,00%	0	0	4	4	0	0	0	2
LES PERISEAUX SAS	FRG434A	5	49,00%	1	3	2	2	0	0	0	0
LES PROMENADES DE BRETAGNE SCCV	FRG409A	1	50,00%	0	2 659	1	1	22 200	3 293	0	1 102
NEYRAT AUVERGNE SNC	FRG430A	1 600	50,00%	0	0	800	800	6 470	713	0	-1 798
POTIERS EXTENSION INVEST SNC	FRG405A	1	50,00%	0	-586	1	1	0	0	0	-30
SAMAIA SAS		400	50,00%	0	-38	0	0	0	0	0	38
L'INATENDU DE STRASBOURG		1 000	50,00%	0	0	0	0	0	0	0	-95
SARAG SAS	FRG435A	5	42,00%	0	-65	437	0	0	0	0	-171
SERVIMMO GIE	FR9999A	2	50,00%	0	0	1	1	0	40 843	0	-24
SOLEUMMO SAS	FRG417A	791	33,00%	1	-279	261	261	0	632	0	85

Disponibilités

	31/12/2021	31/12/2020
Banque	6 491 280	2 120 776
TOTAL	6 491 280	2 120 776

Charges à payer

Charges à payer	Montant
CHARGES A PAYER	25 775 114
CHARGES A PAYER - CHARGES LOCATIVES	19 607 487
PROV FR IMMOS FACTURES NONS PARVENUES	13 473 963
INTERET COURU NON ECHU	1 083 924
PROVISION C3S	401 000
PROVISION TAXE FONCIERE	102 596
CHARGES A PAYER TAXE FONCIERE	1 939 744
TOTAL	62 383 828

Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
CLIENTS FACTURES A ETABLIR	2 877 140
CLIENTS FACTURES A ETABLIR - CHARGES LOCATIVES	-5 865 730
ETAT, PRODUIT A RECEVOIR	5 239
TOTAL	-2 983 351

Ventilation du chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires	31/12/2021	31/12/2020	Variation
Répartition par secteur d'activité			
Ventes de marchandises			0%
Production vendue biens			0%
Production vendue services	288 106 109	272 415 758	6%
Répartition par marché géographique			
Chiffres d'affaires nets-France	288 106 109	272 415 758	6%
Chiffres d'affaires nets-Export		0	0%
Chiffres d'affaires nets	288 106 109	272 415 758	6%

Détail de certains postes

	31/12/2021	31/12/2020
Frais généraux	223 119 766	125 635 726
Frais de personnel	14 586	25 551 530
Impôts et taxes	20 328 178	19 992 281
Autres charges d'exploitation	202 777 002	80 091 915
Amortissements	51 766 538	62 430 691
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	119 442	14 047 547
Amortissements des immobilisations corporelles	51 647 096	48 383 144
Résultat financier	-16 691 463	-23 074 161
Produits financiers	2 865 032	6 511 332
Charges financières	19 556 495	29 585 493
Résultat exceptionnel*	10 387 509	-6 451 536
Produits exceptionnels	62 171 111	31 046 400
Charges exceptionnelles	51 783 602	37 497 936

* Le résultat exceptionnel se décompose essentiellement en :

- plus values sur cessions d'éléments d'actifs : 12 859 037 €
- dotations aux amortissements dérogatoire : - 2 749 593 €
- dotation provision pour risque : .490 521 €

Impôt sur les bénéfices

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices	Résultat avant impôt	Impôt sur les bénéfices	Résultat après impôt
Résultat courant	47 366 068	16 817 940	30 548 128
Résultat exceptionnel (y compris participation)	10 387 509		10 387 509
Résultat comptable (avant IS)	57 753 577	16 817 940	40 935 637

Fiscalité différée

Libellé	Base	Impôt
Allègements certains		
provisions non déductibles l'année de comptabilisation		
C3S	387 022	106 431
Participation	0	

Résultat de l'exercice	40 935 636
Impôt sur les bénéfices	16 817 940
Résultat avant impôt	57 753 576,44
Provisions règlementées N	25 673 017
Provisions règlementées N-1	22 923 423
Variation des provisions règlementées	
Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires (avant impôt)	

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Eu égard au caractère confidentiel de cette information, les rémunérations ne sont pas divulguées.

Rémunérations allouées au co-commissariat aux comptes

Le montant inscrit dans les comptes pour l'année 2021 s'élève à 162 400 euros, réparti pour moitié à la Société KPMG et pour l'autre moitié à la Société PWC .

Engagements hors bilan

Engagements donnés (à détailler)			
Options sur achats de terrains et d'immeubles	0		
Engagements fermes d'achats de titres	0		
	0		
Options sur ventes de terrains et d'immeubles	10 333 000		10 333 000
	0		
Engagements reçus (à détailler)			
Dettes garanties par des cautions	122 629 000	59 536 000	63 093 000
	0		
Options d'achats d'actions (à détailler)			
	0		
	0		

Engagements de crédit-bail :

Néant

Faits exceptionnels et litiges

A la connaissance de la société, il n'existe pas de fait exceptionnel ou de litige susceptible d'affecter de manière significative l'activité, les résultats, le patrimoine ou la situation financière de la société qui n'ait fait l'objet de provisions estimées nécessaires à la clôture de l'exercice.

Identité de la société consolidante

La société est consolidée dans :

SA ELO
40, avenue de Flandre
59170 CROIX
N° Siret 47618062500479

NEW IMMO HOLDING
243-245 RUE JEAN JAURES
59650 VILLENEUVE D'ASCQ
N° Siret 42880374600034

La méthode de consolidation est l'intégration globale.

CEETRUS FRANCE
Société par actions simplifiée à capital variable
243-245 Rue Jean Jaurès
59650 VILLENEUVE D'ASCQ
RCS Lille Métropole B 969 201 532

DECISIONS COLLECTIVE DES ASSOCIES DU 30 JUIN 2022

Décision portant sur l'affectation du résultat

[...]

DEUXIEME DECISION

La collectivité des associés, sur proposition du Président, décide d'affecter comme suit le bénéfice net comptable de 40 935 636 euros :

- Dividendes 40 853 404,73 €
- Autres réserves 82 231,27 €

Le revenu global procuré par chaque action s'élève à 3,11 € représentant le dividende distribué.
Ce dividende est éligible, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à l'abattement prévu à l'article 158, 3-2° du Code général des impôts.

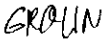
Conformément à la loi, la collectivité des associés prend acte que les sommes distribuées à titre de dividendes au titre des trois exercices précédents ont été les suivantes :

Exercice clos le	Dividende total versé	Revenus distribués	Fraction éligible à l'abattement	Fraction non éligible à l'abattement
Décembre 2020	18 879 923,52 €	/	0	18 879 923,52 €
Décembre 2019	0	0	0	0
Décembre 2018	83 263 887 €	/	6,30 €	83 263 880,70 €

Le dividende sera mis en paiement au plus tard le 30 Juin 2022.

Extrait certifié conforme

Le Président

DocuSigned by:

79502E532D204F9